

**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
*Convention for the Elimination of all forms of Discrimination
Against Women*
(CEDAW)**

**Rapport alternatif 2007 sur la France
*Shadow Report 2007 on France***

**Résumé exécutif
*Executive Summary***

(Version définitive. Janvier 2008)



**Coordination Française pour le Lobby Européen des
Femmes**

ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies
NGO in consultative status with ECOSOC

Le Rapport alternatif a été réalisé par la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes qui rassemble plus de 80 associations de femmes. La C.L.E.F. remercie toutes les associations et réseaux de femmes qui ont apporté leur contribution à l'élaboration de ce document.

This report was written by the French Coordination for the European Women's Lobby, which is comprised of 80 women's rights organizations. The C.L.E.F. thanks all organizations and women's networks that contributed to this report.

Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (C.L.E.F.)

Bureau : 6 rue Béranger, 75003 Paris. Tel/Fax. 33 1 48 04 04 25
Email: clef.fb@wanadoo.fr

Résumé exécutif

Article 2 - Discriminations spécifiques

Nombreuses femmes immigrées venues en France au titre du regroupement familial sont discriminées à double titre : en raison de leur statut personnel et de lois sur l'immigration restrictives. Nous demandons, **en cas de répudiation prévue par le statut personnel, mais contraire au principe constitutionnel de l'égalité, que la loi du domicile s'applique systématiquement et que soient assouplies les règles de l'acquisition du premier titre de séjour.**

Les femmes et les familles « sans papiers » vivent dans des conditions particulièrement précaires. Nous demandons **que les femmes et les familles « sans papiers » ayant des enfants régulièrement scolarisés, répondant aux critères de la circulaire du 13 juin 2006 qui prévoyait leur régularisation, et dont les dossiers sont restés sans réponse, soient admises au séjour en France.**

Les femmes d'outre-mer (départements d'outre-mer ; collectivités d'outre-mer, Polynésie française et Nouvelle-Calédonie) subissent des discriminations et des inégalités plus fortes qu'en métropole. Nous demandons **au gouvernement un rapport sur la situation économique, sociale et juridique des femmes d'outre-mer, au regard de l'égalité entre les femmes et les hommes, des violences envers les femmes, et de la compatibilité avec les lois de la République, du droit coutumier en vigueur dans certaines collectivités et pays d'outre-mer.**

Article 6 - Prostitution

Nous demandons avec insistance - comme nous l'avons déjà fait lors du précédent rapport alternatif - **que la France respecte tous ses engagements internationaux, abroge du code pénal les dispositions qui font des personnes prostituées des délinquantes et prenne toutes mesures nécessaires pour décourager la demande par une pénalisation effective du client.**

Article 7 - Vie politique

Nous demandons **qu'un(e) ministre de plein exercice soit chargé(e), au sein du gouvernement, des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, afin de pouvoir conduire avec l'autorité nécessaire une véritable politique transversale de l'égalité et promouvoir les droits des femmes.**

Les femmes ne représentent aujourd'hui que **18,5%** des membres de l'Assemblée Nationale. Les mesures prises de pénalisation financière des partis politiques qui ne respecteraient pas la parité des candidatures aux élections, n'ont pas été suffisantes. Nous demandons que, **pour respecter le principe de parité - l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux inscrit dans la Constitution-, des dispositions plus radicales soient envisagées, comme l'instauration du mandat unique des parlementaires et la limitation dans le temps du nombre des mandats électoraux.**

Article 10 – Education

L'orientation scolaire et professionnelle des filles est insuffisante ; elles sont trop peu nombreuses dans les filières scientifiques. Nous demandons que **les enseignants soient mieux formés à la problématique de l'égalité entre les femmes et les hommes, que soit réhabilitée**

la place des femmes dans les programmes et manuels scolaires et que soit réformé en profondeur le processus d'orientation scolaire.

Peu de femmes accèdent aux postes de responsabilité dans l'enseignement supérieur et la recherche ; leur part y est inversement proportionnelle au prestige et au pouvoir. A l'université, elles représentent 39% des maîtres de conférence, mais seulement 16% des professeurs d'université. Nous demandons que **les instances nationales d'évaluation, qui décident des promotions et sont très majoritairement masculines, soient désormais composées paritairement.**

Article 11 – Emploi

Les salaires des femmes en France sont globalement inférieurs de 25% à ceux des hommes. Des lois sur l'égalité professionnelle et salariale ont été adoptées, mais très peu appliquées. Nous demandons **une relance efficace de l'égalité salariale, qui reposerait notamment sur l'application de sanctions vis à vis des employeurs qui ne la respecteraient pas.**

L'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales, en particulier dans les conseils d'administration des entreprises, s'est heurté à la censure du Conseil constitutionnel. Nous demandons **une révision de la Constitution, afin que soit reconnu, comme dans la vie politique, le principe de parité dans l'accès aux responsabilités professionnelles et sociales.**

Les retraites des femmes sont inférieures de moitié à celles des hommes. Nous demandons **que soient corrigés les effets négatifs pour les femmes des nouveaux modes de calcul des retraites introduits par la loi du 21 août 2003 et que soient mieux prises en compte les carrières incomplètes des femmes et les conséquences du travail à temps partiel.**

Recommandation générale N°19 - Violences faites aux femmes dans le couple

En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son mari ou compagnon. Face à ce grave problème de société, parallèlement à la **répression pénale**, nous demandons **l'élaboration d'une loi d'orientation pour lutter contre les violences dans le couple, qui poserait les principes des actions à mener en matière de formation des professionnels, de dépistage de la violence, d'amélioration du traitement judiciaire, de protection et d'hébergement des femmes et des enfants victimes. Elle devra être accompagnée d'un programme inscrit dans la loi de finances**

Recommandation générale N° 19 - Violences faites aux femmes immigrées et issues de l'immigration

En raison de la permanence de pratiques coutumières et de fortes pressions sociales et familiales, les femmes immigrées ou issues de l'immigration peuvent être victimes de violences particulières : mutilations sexuelles, mariages forcés, répudiation, polygamie. Nous demandons **que l'Etat accentue la lutte, déjà entamée, contre ces pratiques qui n'ont pas encore disparu, intolérables au regard des droits humains et contraires aux lois de la République. Nous demandons que, au regard du statut personnel, soient dénoncées les conventions bilatérales qui méconnaissent le principe d'égalité entre les hommes et les femmes.**

Executive Summary

Article 2 - Specific Discriminations

Many migrant women, entering France in the name of family reunification, are doubly discriminated against: their personal status and the ever more restrictive immigration laws. **We ask that, in cases of divorce by repudiation, allowed by their personal status but in contradiction to the Constitutional principle of equality, that the residence law be systematically applied and that more flexibility be used for granting the first residency card to these women.**

Women with children but without legal residency papers live in particularly precarious conditions. **We ask that those women, whose children attend school regularly, whose situations conform to the criteria of the June 13, 2006 Circular, but whose requests remain unanswered, receive their residency cards without delay.**

Women in the Overseas Departments, in French Polynesia and in New Caledonia, are victims of even worse discriminations and inequalities than those in continental France. **We ask for a government report on their economic, social and legal situation, with regard to equal rights of women and men, violence against women and the compatibility of “rights of custom” with the laws of the Republic.**

Article 6 - Prostitution

We insist, as we did in our previous Shadow Report (2003), that **France respect all its international commitments, that it eliminate from the penal code those provisions that assimilate women in prostitution with delinquents, and that all necessary measures be taken to discourage demand by effective penalization of the client.**

Article 7 - Political Parity

We ask that a full Minister in the Government be made responsible for women’s rights and for full equality between women and men. Only a full Minister will have the necessary authority to conduct a true transversal policy and to promote women’s rights.

After the June, 2007 elections, women are still only **18.5%** of the National Assembly. To reach parity, financial sanctions were imposed on political parties that did not respect this. They proved insufficient.

We ask that, to respect the Constitutional principle of equal access of women and men to elected positions, stronger provisions be made, such as limiting the right of Parliamentarians to hold more than one elected position at a given time and limiting the number of times they can be reelected to the same position.

Article 10 - Education

Girls are poorly oriented both for their studies and professions. More successful than boys in school, too few of them engage in scientific careers. **We ask that teachers be better trained to favor equality between women and men, that the place of women be rehabilitated in**

curricula and textbooks and that the entire process of school orientation be thoroughly reformed.

Few women hold top positions in higher education and in research, and their percentage is inversely proportional to the prestige and power of the position.

We ask that the evaluation boards, that decide on promotions and are largely male, be henceforth of parity composition.

Article 11 - Employment

Globally, women's salaries are 25 % lower than men's salaries. Laws for equal salaries have been passed to remedy this, but they are hardly applied. **We ask for effective action to achieve this, based primarily on applying sanctions against employers who do not respect equal salary for equal work.**

Women's access to top professional and social positions, in particular on Boards of industries, was blocked by the Constitutional Council. **We ask for an amendment to the Constitution, to specifically recognize, as is the case in politics, the parity principle for access to top professional and social decision-making positions.**

Women's retirement pensions are lower by half than those of men. The pension reform of 2003 is particularly unfavorable to women, since it augments the requirements necessary to receive a full pension. **We ask for a correction of the methods used for calculating retirement pensions and their negative effects on women. We also ask that the incomplete careers of women and the consequences of part-time work be better taken into account.**

General Recommendation 19 - Conjugal Violence Against Women

Every three days, a woman is killed by her husband or partner. **In addition to the penal repression, recently strengthened, we ask for an Orientation law to combat this violence. Such a law should determine actions to be carried out to train professionals, to foresee violence, to improve legal handling, protection and shelter of women and children victims. There must be a corresponding support program in the finance law.**

General Recommendation 19 - Violence Against Migrant Women and Those of Migrant Families

These women are often victims of specific violence at different stages of their lives, because of the perpetuation of certain customary practices in their communities: sexual mutilations, forced marriages, divorce by repudiation, polygamy. **We ask that France strengthen the fight, already begun, against these practices that are intolerable for women's human rights and that are in flagrant contradiction with the laws of the French Republic.**

We also ask that Bilateral Conventions be denounced when they ignore the principle of equal rights for women and men.